

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 16 mai 2024 instaurant une revalorisation barémique pour le personnel d'accueil des milieux d'accueil de la petite enfance

Préambule.

Considérant les revendications défendues conjointement par les représentants des travailleurs et des employeurs du secteur de la petite enfance en front commun, sollicitant notamment l'alignement de tous les barèmes (publics et privés) sur le barème appliqué aux travailleurs de la commission paritaire 319.02 et la mise en œuvre de mesures concrètes favorisant le caractère tenable des métiers, prioritairement par l'octroi d'aménagements de fin de carrière accessibles aux travailleurs, indépendamment du statut public ou privé de leur employeur ;

Considérant l'objectif d'une harmonisation barémique visant les niveaux de rémunération des puéricultrices de la commission paritaire 319.02, défini dans l'accord conclu entre la Fédération Wallonie – Bruxelles et les représentants des secteurs non-marchands du 28 avril 2023 ;

Considérant la situation sociale difficile vécue par les travailleurs et les employeurs du secteur de l'enfance, caractérisée notamment par des difficultés de recrutement et une augmentation des incapacités et/ou des départs des travailleurs ;

Considérant l'affectation d'un montant de six millions d'euros à la revalorisation des puéricultrices, décidée par le Gouvernement de la Communauté française dans le cadre des travaux relatifs au budget 2024 ;

Considérant le protocole d'accord sectoriel du 18 décembre 2023 ayant pour objet la revalorisation des conditions de travail des puéricultrices exerçant dans les milieux d'accueil de la petite enfance subventionné en Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant qu'un nouvel accord sectoriel devra être conclu pour l'année 2025 en vue d'affecter le solde de l'enveloppe destinée au secteur de l'enfance aux termes de l'accord conclu le 28 avril 2023 entre la Fédération Wallonie – Bruxelles et les représentants des secteurs non-marchands ;

Considérant l'engagement qui a été pris d'améliorer les conditions d'emploi dans le secteur de l'accueil temps libre, repris à l'article 4.2-1, du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021 – 2025 approuvé par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 2021, et la nécessité de poursuivre un travail d'objectivation afin de réformer le secteur en vue notamment d'y stabiliser des emplois, justifiant une action différée en la matière ;

Les partenaires sociaux adoptent les dispositions suivantes.

Article 1^{er}. Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et au personnel d'accueil des milieux de la petite enfance suivants :

- les crèches ou les services d'accueil d'enfants autorisés et ayant obtenu le droit au subside d'accessibilité, au subside d'accessibilité sociale renforcée ou au subside d'accessibilité horaire renforcée ;
- les milieux d'accueil autorisés et subventionnés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil devant encore se transformer dans le cadre de la réforme des milieux d'accueil ;
- les services d'accueil d'enfants malades à domicile agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile.
- Les crèches, halte-garderie, halte d'accueil, maisons d'enfants non subventionnés ou disposant du subside de base

On entend par personnel d'accueil : le personnel employé affecté à l'accueil des enfants, sans distinction de genre, ci-après dénommé « travailleur ».

Article 2. Allocation annuelle spéciale

§1. L'allocation annuelle spéciale due aux travailleurs à la suite de la signature du protocole d'accord sectoriel du 18 décembre 2023 ayant pour objet la revalorisation des conditions de travail des puéricultrices exerçant dans les milieux d'accueil de la petite enfance subventionné en Fédération Wallonie-Bruxelles est de 483,32€ par équivalent temps plein. Ce montant est rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^e janvier 1990.

§2. A la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, le montant de l'allocation annuelle spéciale repris au §1 fait l'objet d'une liquidation à 2,0399 p.c. en liaison avec l'indice-pivot 125,6 - base 2013 = 100. A chaque dépassement de l'indice-pivot, le coefficient de liquidation est multiplié par 1,02.

Le montant de l'allocation annuelle spéciale évolue conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements et subventions à charge du Trésor public.

§3. A la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, le montant indexé de l'allocation annuelle spéciale s'élève à 985,92€.

Article 3. Modalités d'octroi

§ 1^{er}. L'allocation visée à l'article 2 doit être considérée comme faisant partie intégrante du salaire. Elle est donc due dans les situations où le salaire doit être versé par l'employeur au travailleur.

§ 2. L'allocation visée à l'article 2 est liquidée mensuellement par douzième au prorata des prestations de travail effectives ou assimilées au cours de ce mois et pour lesquelles un salaire doit être versé par l'employeur au travailleur.

Article 4. Procédure dérogatoire

Pour les travailleurs occupés dans les institutions et services visés à l'article 1^{er} alinéa 4, le bénéfice de tout ou partie des avantages accordés par la présente convention collective de travail peut toutefois se voir différé.

Les modalités du report font l'objet d'une concertation menée dans le cadre d'un comité ad hoc, mis sur pied par la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé, auquel participeront des représentants membres de la CP332 et désignés par celle-ci.

Des modalités différenciées d'application pourront être convenues selon qu'il s'agit de sous-secteurs pour lesquels les parties ont convenu qu'ils devraient, compte tenu de leur statut, de leur objet et de leur financement public, rejoindre le cadre des accords du non-marchand. La mesure dérogatoire ne peut exister que pour autant qu'elle soit indispensable à la survie de l'institution et s'éteindra automatiquement au plus tard le 31/12/2024.

Article 5. Condition suspensive

Les parties conviennent explicitement que les avantages visés dans la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que les arrêtés du Gouvernement relatif au protocole d'accord du 18 décembre 2023 en assurant le financement soient adoptés et entrent en vigueur.

Article 6. Dispositions finales

La présente convention collective de travail prend ses effets à la date du 1^{er} janvier 2024.

Elle est conclue à durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par les parties moyennant un préavis de 3 mois adressé par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Cette CCT remplace la CCT du 22 mars 2024, enregistrée sous le n° 187233/CO/332.

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Annexe à la Convention collective de travail du 16 mai 2024 instaurant une revalorisation barémique pour le personnel d'accueil des milieux d'accueil de la petite enfance

Modalités de demande de la procédure dérogatoire

Pour les travailleurs occupés dans les institutions et services visés à l'article 1^{er} alinéa 4, le bénéfice de tout ou partie des avantages accordés par la présente convention collective de travail peut toutefois se voir différé.

Les modalités du report font l'objet d'une concertation menée dans le cadre d'un comité ad hoc, mis sur pied par la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé, auquel participeront des représentants membres de la CP332 et désignés par celle-ci.

Des modalités différenciées d'application pourront être convenues selon qu'il s'agit de sous-secteurs pour lesquels les parties ont convenu qu'ils devraient, compte tenu de leur statut, de leur objet et de leur financement public, rejoindre le cadre des accords du non-marchand. La mesure dérogatoire ne peut exister que pour autant qu'elle soit indispensable à la survie de l'institution et s'éteindra automatiquement au plus tard le 31/12/2024.

Pour demander une dérogation en vue d'obtenir un report de la mesure, l'institution constitue un dossier reprenant, entre autres :

- La motivation de la demande de report
- Les statuts de l'institution
- L'autorisation de l'ONE, comprenant également les capacités en termes de places du milieu d'accueil et les heures d'ouverture
- Un cadastre du personnel reprenant entre autres le nombre de travailleurs en accueil de l'enfance concernés par la mesure et leurs statuts, ainsi que le personnel d'encadrement global
- Le bilan et compte de résultats des deux années antérieures
- Les montants des tarifs appliqués aux parents
- Tout autre document utile

Les documents doivent être adressés à la présidente de la CP 332 avant le 30 juin 2024, de préférence par courriel : veronique.dubois@emploi.belgique.be ou à l'adresse suivante : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, A l'attention de la présidente de la CP 332, rue Ernest Blérot, 1 à 1070 Bruxelles. Le comité ad hoc se prononcera sur la demande de report avant le 15 juillet 2024. La mesure de report ne peut être octroyée que jusqu'au 31 décembre 2024.

Paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 mei 2024 tot invoering van een herwaardering van de loonschalen voor het personeel van de "Milieux d'Accueil de la Petite Enfance" (Kinderopvangvoorzieningen)

Preambule.

Gelet op de eisen die de vertegenwoordigers van de werknemers en van de werkgevers in de sector van de kinderopvang gezamenlijk hebben verdedigd, met name het verzoek om alle schalen (openbaar en privé) op één lijn te brengen met de schaal die wordt toegepast op de werknemers van het paritair comité 319.02 en de uitvoering van concrete maatregelen die de houdbaarheid van de beroepen bevorderen, met als prioriteit het toekennen van eindloopbaanaanpassingen die toegankelijk zijn voor de werknemers, ongeacht het openbare of privéstatuut van hun werkgever;

Gelet op de doelstelling om de loonschalen te harmoniseren van de kinderverzorgers/-sters van het paritair comité 319.02, zoals vastgelegd in het akkoord gesloten tussen de Federatie Wallonië-Brussel en de vertegenwoordigers van de non-profit sectoren op 28 april 2023;

Gelet op de moeilijke sociale situatie van de werknemers en de werkgevers in de kinderopvangsector, die met name wordt gekenmerkt door aanwervingsmoeilijkheden en een toename van het aantal arbeidsongeschikten en/of vertrek van werknemers;

Gelet op de toewijzing van een bedrag van zes miljoen euro voor de herwaardering van de kinderverzorgers, beslist door de Regering van de Franse Gemeenschap in het kader van de werkzaamheden betreffende het budget 2024;

Gelet op het sectoraal protocolakkoord van 18 december 2023 met als voorwerp de herwaardering van de arbeidsvoorwaarden van de kinderverzorgers/-sters tewerkgesteld in de gesubsidieerde Milieux d'Accueil de la Petite Enfance in de Federatie Wallonië-Brussel;

Gelet op het feit dat een nieuw sectorakkoord gesloten zal moeten worden voor het jaar 2025 om het saldo van de enveloppe bestemd voor de kinderopvangsector toe te wijzen krachtens het akkoord gesloten op 28 april 2023 tussen de Federatie Wallonië-Brussel en de vertegenwoordigers van de non-profit sectoren.

Gelet op de verbintenis om de arbeidsvoorwaarden in de 'secteur de l'accueil temps libre' te verbeteren, opgenomen in artikel 4.2-1 van de beheersovereenkomst van het Office de la Naissance et de l'Enfance 2021 - 2025, goedgekeurd door een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juni 2021, en de noodzaak om de objectiveringswerkzaamheden verder te zetten om de sector te hervormen, in het bijzonder om de werkgelegenheid te stabiliseren die uitstel rechtvaardigd;

De sociale partners keuren de volgende bepalingen goed.

Artikel 1. Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op het personeel van de volgende "Milieux d'Accueil de la Petite Enfance" (kinderopvangvoorzieningen):

- de kinderdagverblijven en diensten voor kinderopvang met een vergunning en het recht op de toegankelijkheidssubsidie, op de verhoogde sociale toegankelijkheidssubsidie of de verhoogde toegankelijkheidssubsidie per uur;
- de gesubsidiëerde en gerechtigde kinderopvangvoorzieningen overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot vaststelling van een algemeen reglement voor de opvangstructuren die nog moeten worden omgevormd in het kader van de hervorming van opvangstructuren;
- de diensten voor thuisopvang van zieke kinderen die zijn erkend en gesubsidieerd overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van het reglement voor de diensten voor thuisopvang van zieke kinderen.
- De kinderdagverblijven, kinderbewaarplaatsen, tijdelijke kinderopvang, kinderopvangtehuizen die geen subsidies of een basissubsidie ontvangen

Onder opvangpersoneel wordt verstaan: het bediendepersoneel toegewezen aan de kinderopvang, zonder onderscheid in geslacht, hierna "werknemer" genoemd.

Artikel 2. Bijzondere jaarlijkse toelage

§1. De bijzondere jaarlijkse toelage voor de werknemers ten gevolge van de ondertekening van het sectoraal protocolakkoord van 18 december 2023 met als voorwerp de herwaardering van de arbeidsvoorwaarden van de kinderverzorgers/-sters tewerkgesteld in de gesubsidiëerde Milieux d'Accueil de la Petite Enfance in de Federatie Wallonië-Brussel bedraagt 483,32 euro per voltijds equivalent. Dit bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 vanaf 1 januari 1990.

§2. Op de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt het bedrag van de bijzondere jaarlijkse toelage, vermeld in §1, vereffend aan 2,0399 % gekoppeld aan de spilindex 125,6 - basis 2013 = 100. Bij elke overschrijding van de spilindex wordt de vereffeningscoëfficiënt vermenigvuldigd met 1,02.

Het bedrag van de bijzondere jaarlijkse toelage evolueert overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§3. Op de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedraagt het geïndexeerde bedrag van de bijzondere jaarlijkse toelage 985,92 euro.

Artikel 3. Toekenningsmodaliteiten

§1. De toelage bedoeld in artikel 2 moet worden beschouwd als een integraal onderdeel van het loon. Zij is dus verschuldigd in de situaties waar het loon door de werkgever aan de werknemer moet worden gestort.

§2. De toelage bedoeld in artikel 2 wordt maandelijks in twaalfden betaald naar rato van de effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties die werden verricht in de loop van deze maand en waarvoor een loon door de werkgever aan de werknemer moet worden gestort.

Artikel 4. Afwijkingsprocedure

Voor werknemers die tewerkgesteld zijn in de instellingen en diensten bedoeld in artikel 1 alinea 4, kan het recht op alle of een deel van de door deze collectieve arbeidsovereenkomst toegekende voordelen evenwel worden uitgesteld.

De modaliteiten van het uitstel maken het voorwerp uit van een overleg dat gehouden wordt in het kader van een comité ad hoc dat zal worden opgericht door het paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector en dat zal bestaan uit de aangewezen vertegenwoordigers van het PC 332.

Er kunnen verschillende toepassingsmodaliteiten overeengekomen worden in functie van de subsectoren waarvoor de partijen zijn overeengekomen dat ze zich, rekening houdend met hun statuut, met hun voorwerp en met hun openbare financiering, zouden moeten aansluiten bij de akkoorden van de non-profitsector. De afwijkende maatregel kan enkel bestaan voor zover ze essentieel is voor het voortbestaan van de instelling en vervalt automatisch uiterlijk op 31/12/2024.

Artikel 5. Opschortende voorwaarde

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen waarnaar in deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt verwezen, slechts effectief aan de werknemers zullen worden toegekend indien de regeringsbesluiten met betrekking tot het protocolakkoord van 18 december 2023 die de financiering ervan verzekeren, worden aangenomen en in werking treden.

Artikel 6. Slotbepalingen

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2024.

Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan worden opgezegd door de partijen mits een opzeggingstermijn van 3 maanden die per aangetekend schrijven wordt betekend aan de voorzitter van het paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.

Deze CAO vervangt de CAO van 22 maart 2024, geregistreerd onder nummer 187233/CO/332.

Paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 mei 2024 tot invoering van een herwaardering van de loonschalen voor het opvangpersoneel van de "Milieux d'Accueil de la Petite Enfance" (kinderopvangvoorzieningen)

Modaliteiten van de aanvraag van de afwijkingsprocedure

Voor werknemers die tewerkgesteld zijn in de instellingen en diensten bedoeld in artikel 1 alinea 4, kan het recht op alle of een deel van de door deze collectieve arbeidsovereenkomst toegekende voordelen evenwel worden uitgesteld.

De modaliteiten van het uitstel maken het voorwerp uit van een overleg dat gehouden wordt in het kader van een comité ad hoc dat zal worden opgericht door het paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector en dat zal bestaan uit de aangewezen vertegenwoordigers van het PC 332.

Er kunnen verschillende toepassingsmodaliteiten overeengekomen worden in functie van de subsectoren waarvoor de partijen zijn overeengekomen dat ze zich, rekening houdend met hun statuut, met hun voorwerp en met hun openbare financiering, zouden moeten aansluiten bij de akkoorden van de non-profitsector. De afwijkende maatregel kan enkel bestaan voor zover ze essentieel is voor het voortbestaan van de instelling en vervalt automatisch uiterlijk op 31/12/2024.

Om een afwijking aan te vragen met het oog op het verkrijgen van uitstel van de maatregel, stelt de instelling een dossier samen met onder andere:

- De motivering van het verzoek tot uitstel
- De statuten van de instelling
- De toestemming van de ONE, die ook de capaciteit in termen van plaatsen in de kinderopvangvoorziening en de openingstijden omvat
- Een personeelsregister met, onder andere, het aantal werknemers in de kinderopvang waarop de maatregel betrekking heeft en hun statuten, evenals het algemeen kaderpersoneel

- De balans en resultatenrekening van de twee voorgaande jaren
- De tarieven die op de ouders worden toegepast

- Alle andere nuttige documenten

De documenten moeten worden verstuurd aan de voorzitter van het PC 332 vóór 30 juni 2024, bij voorkeur via mail: veronique.dubois@emploi.belgique.be of op volgend adres: FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, ter attentie van de voorzitter van het PC 332, Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel. Het comité ad hoc zal zich uitspreken over het verzoek tot uitstel voor 15 juli 2024. De uitstelmaatregel kan enkel worden toegekend tot 31 december 2024.